



## COMPTE RENDU JOURNEE NATIONALE DE GREVE ET AUDIENCE CHEZ LE PREFET, LE 02 FEVRIER 2012

Ce jeudi 2 février, 36,5 % des agents de la DDFiP de Vaucluse étaient en grève. 8 postes comptables étaient fermés, dont les accueils d'Avignon et de Cavaillon. Près d'un agent C sur 2 était en grève. Hors A+, le taux de grévistes atteint 40 %. Cette mobilisation est significative du malaise dans les services confrontés à la réduction drastique des emplois et à des conditions de travail qui empirent chaque jour.

Malgré les conditions météorologiques détestables qui n'ont pas permis à nombre d'agents de se déplacer, une quarantaine de collègues ont quand même bravé le froid pour se rassembler dès 9h devant l'accueil d'Avignon dans une ambiance chaleureuse et conviviale. Le tract diffusé aux usagers a été très bien reçu. Des militants des services du Conseil général et de la Poste et Télécommunications, sont venus apporter leur soutien. Des responsables des unions départementales CGT et FO étaient également présents.

Après la prise de parole de chaque représentant syndical au camion sono, les agents se sont rendus dans les bureaux de la Direction où ils ont été accueillis par Mrs Navagas, Achard, Alzas et Mme Dulymbois. En l'absence du Directeur et de M. Cognon (gréviste ?), M. Navagas a répondu en assurant que le message serait transmis à la Direction Générale.

Une délégation de l'Union, de la CGT et de FO a ensuite été reçue par Mr Burdeyron, Préfet de Vaucluse en présence de M. Cognon, chargé de mission, qui donc est réapparu pour la circonstance (il n'était donc pas gréviste !).

La délégation a exposé la situation des services en insistant sur l'effet désastreux des suppressions d'emplois pour la réalisation des missions publiques.

M. le Préfet a tout d'abord pleinement justifié la RGPP et expliqué que la modernisation des services et les applications informatiques avaient permis de gagner en efficacité et compensé les suppressions d'emplois. Lorsqu'une représentante du personnel lui oppose avec force arguments les désastres cumulés d'Hélios et de Chorus, le Préfet, très calme jusque là, s'est irrité et a affirmé sur un ton péremptoire qu'il avait raison.

Il a également contesté que notre administration soit la plus touchée. Plus de 2 non remplacements sur 3 départs à la retraite, comment être plus touché ??

Sur le volet rémunérations, il estime que les personnels ont profité des gains résultant de cette politique, ce que les représentants du personnel ont vigoureusement contesté !

M. Cognon est alors sorti de son silence pour affirmer de manière véhémement que les agents ont tous bénéficié de compensations financières suite à la fusion. Tout autant que sa présence, son intervention était malvenue: quand les syndicats parlent des suppressions d'emplois, il nous répond "fusion", le lien entre les deux est pour lui clairement établi !

La délégation a rappelé que le DG lui-même admettait un accroissement des tâches et a donné en exemple la situation des hypothèques et des missions foncières. Devant notre argumentation concrète, le Préfet a fini par admettre que les services avaient été confrontés à des réformes permanentes, davantage peut être à la DGFIP. Il affirme apprécier également l'utilité des services rendus aux collectivités locales

par les services de l'état. Suite à l'évocation par la délégation des risques psychosociaux, il s'est dit attentif aux situations des personnels et reconnaît le rôle d'alerte donnée par les syndicats.

Dans sa conclusion, il a insisté et assuré prendre en considération les conditions de travail et l'environnement social dégradé des services.

Certes nous prenons acte du caractère exceptionnel de cette audience, une première pour les syndicats de la DDFIP. Mais le Préfet, très sûr de lui, parfois condescendant, nous a vendu la RGPP comme un bienfait pour les agents et le service public.

Notre constat est bien différent: conditions de travail catastrophiques, service public fortement dégradé et rémunérations en berne, voilà le vrai visage de la RGPP, d'une modernisation qui sacrifie les missions publiques et d'une fusion présentée comme idyllique. Rien à voir avec la réalité vécue par les agents au quotidien dans les services!

Cette mobilisation doit en appeler d'autres pour stopper cette politique absurde et dangereuse et qu'enfin, le volume des emplois publics soient lié aux véritables besoins.